

DECLARATION DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DE CÔTE D'IVOIRE SUR LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE

Depuis le début de l'année 2017, la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI) observe une multiplication d'évènements qui affectent la sécurité et la stabilité du pays.

Au mois de juillet dernier, l'on a enregistré l'attaque de l'Ecole Nationale de Police, du Centre de Coordination des Décisions Opérationnelles (CCDO), de la Brigade Anti - Emeute (BAE), de plusieurs commissariats de police du district d'Abidjan et de l'intérieur du pays, des brigades de Gendarmerie d'Azaguié et de Fresco.

Ces faits attentatoires aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales sont susceptibles de mettre à mal la stabilité du pays, la cohésion sociale et l'essence des valeurs républicaines.

Face à cette situation, la CNDHCI constate que la classe politique semble plutôt focalisée sur les enjeux de l'élection présidentielle de 2020 au détriment du devoir de solidarité devant prévaloir entre les ivoiriens en pareille circonstance.

La CNDHCI voudrait rappeler que les ambitions légitimes des partis ou groupements politiques ne peuvent valablement se réaliser que dans un environnement de paix et de stabilité.

En conséquence, la CNDHCI invite les uns et les autres à tirer les enseignements des douloureux évènements que notre pays a connus au cours de la décennie écoulée, à œuvrer à la consolidation de la paix et à la construction d'une véritable culture de la chose publique.

L'entrée de la Côte d'Ivoire au Conseil de sécurité le 02 juin dernier, son retrait de la liste des pays dont les forces de l'ordre et les groupes armés se sont

systématiquement livrés à des viols et autres formes de violence sexuelle dans des situations de conflit armé et le succès des VIIIe Jeux de la Francophonie organisés à Abidjan, sont l'expression de la confiance que toute la communauté internationale place en notre pays.

La Commission invite par conséquent les autorités gouvernementales, toutes les forces politiques, syndicales, sécuritaires et les populations à créer les conditions idoines pour relever, ensemble, les défis de la paix et du développement, tels qu'esquissés par le Plan National de Développement (PND 2016-2020).

La CNDHCI suit de près l'évolution de la situation et se dispose à apporter son concours aux autorités publiques.

Fait à Abidjan le 04 Août 2017

La Présidente

Namizata SANGARE